

RFQ 2413-24
REMPLACEMENT DES GRILLES AUTOMATISEES D'ENTREE ET DE SORTIE
DU PARKING SOUTERRAIN DE L'OMM
(Seconde Publication) REV2

OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet l'attribution d'un contrat pour la fourniture et la pose de deux grilles roulantes automatisées d'entrée et de sortie du parking souterrain de l'Organisation météorologique Mondiale (OMM) à Genève.

CHAPITRE I	2
CAHIER DES CHARGES – SPECIFICATIONS TECHNIQUES	2
1. INTRODUCTION – PRESENTATION	2
2. DESCRIPTIF DE L'EXISTANT	2
2.1. <i>Spécifications des grilles existantes</i>	2
2.2. <i>Contraintes Techniques</i>	3
3. DESCRIPTIF DES PRESTATIONS À FOURNIR	3
3.1. <i>Serrurerie</i>	3
3.2. <i>Commande et motorisation</i>	4
3.3. <i>Conditions techniques exigées</i>	5
3.4. <i>Vues des grilles existantes</i>	6
3.5. <i>Plans de situation</i>	8
3.6. <i>Délai</i>	8
3.7. <i>Etat des lieux</i>	9
4. LIMITES DE FOURNITURE	9
5. QUALIFICATIONS	10
5.1. <i>Qualifications du soumissionnaire</i>	10
5.2. <i>Qualifications du personnel</i>	10
5.3. <i>Qualifications des sous-traitants</i>	10
6. RECEPTION DES TRAVAUX	11
7. GARANTIE	11
8. NORMES ET STANDARDS	11
9. INDICATEURS DE PERFORMANCE	12
CHAPITRE II	12
PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES ET ASPECTS COMMERCIAUX	12
10. NON-PERFORMANCE ET PENALITES DE RETARD	12
10.1. <i>Non-performance</i>	12
10.2. <i>Pénalités de retard</i>	13
10.3. <i>Situations et contraintes particulières</i>	13
11. VISITE OBLIGATOIRE	13
12. PROCESSUS D'EVALUATION	13
13. CRITERES D'EVALUATION TECHNIQUE OBLIGATOIRES	13
14. SOUMISSION DES PRIX	14
15. DOSSIER DE SOUMISSION	14
CHAPITRE III	15
REGLES D'ACCES ET SECURITE	15
16. CONSIGNES PARTICULIERES	15
17. CONTRAINTES ET OBLIGATIONS	15
18. PRESCRIPTION EN MATIERE DE GESTIONS DES DECHETS DE CONSTRUCTION ET DE DEMOLITION	16
18.1. <i>Respect des lois et réglementations environnementales</i>	16
18.2. <i>Gestion opérationnelle des déchets</i>	16
18.3. <i>Audit environnemental de l'adjudicataire et reporting</i>	17
19. SECURITE DU CHANTIER	17
CHAPITRE IV	18
CONSIDERATIONS DE DEVELOPPEMENT DURABLE	18

CHAPITRE I

CAHIER DES CHARGES – SPECIFICATIONS TECHNIQUES

1. INTRODUCTION – PRESENTATION

Le bâtiment de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), sis à Genève au 7 bis avenue de la Paix, a été réalisé par les architectes Broadbeck et Roulet en 1998.

Ce site héberge le Secrétariat de l'OMM mais également des locataires extérieurs à l'Organisation Internationale. L'ensemble des employés de l'OMM et des locataires sont à considérer comme les «utilisateurs des espaces de l'OMM».

L'OMM est l'institut spécialisée des Nations Unies qui fait autorité pour tout ce qui concerne l'état et le comportement de l'atmosphère terrestre, son interaction avec la terre et les océans, le temps et le climat qu'elle produit et la répartition des ressources en eau qui en résulte. L'OMM constitue le cadre de la coopération internationale essentielle au développement de la météorologie et de l'hydrologie opérationnelle, ainsi qu'à l'exploitation des avantages qui en découlent, pour ses 193 États et territoires membres.

Son mandat porte sur les domaines de la météorologie (temps et climat), de l'hydrologie opérationnelle et des sciences géophysiques connexes. Elle joue un rôle important dans la sécurité et le bien-être de l'humanité en favorisant la collaboration entre les Services Météorologiques et Hydrologiques Nationaux (SMHN) de ses Membres et en faisant progresser les applications de la météorologie dans de nombreux domaines. Elle contribue à la formulation de politiques dans ces domaines aux niveaux national et international.

En collaboration avec d'autres agences des Nations Unies et les SMHN, l'OMM soutient la mise en œuvre d'un certain nombre de conventions sur l'environnement et joue un rôle essentiel en fournissant aux gouvernements des conseils et des évaluations sur des questions connexes. Ces activités contribuent à assurer le développement durable et le bien-être des nations.

2. DESCRIPTIF DE L'EXISTANT

Le bâtiment de l'OMM, d'une surface totale d'environ 20000 m², se déploie sur 10 niveaux.

La fermeture de l'entrée et de la sortie du parking est maintenue avec des grilles à enroulement par entraînement mécanique. L'ouverture des grilles est commandée par un système de contrôle d'accès à carte ou par l'interphone via la centrale de contrôle.

Ces équipements ont été conçus sur-mesure à la construction du bâtiment et posent régulièrement de multiples problèmes dus à leur vétusté ; de plus, les interventions de dépannage sont particulièrement délicates du fait qu'il s'agisse des seuls accès au parking pour les véhicules.

L'OMM souhaite remplacer les deux grilles d'accès (entrée et sortie) du parking souterrain de son site.

2.1. Spécifications des grilles existantes

- Entrée parking :

Année de mise en service :	1999
Dimensions :	3408 x 2300 mm (largeur x hauteur)
Matériau du tablier de porte :	Acier Inox V4A
Base de montage paroi :	Béton
Base de montage plafond :	Béton

RFQ 2413-24

Hauteur de linteau : 540 mm

- Sortie parking :

Année de mise en service : 1999
Dimensions : 2825 x 2311 mm (largeur x hauteur)
Matériau du tablier de porte : Acier Inox V4A
Base de montage paroi : Béton
Base de montage plafond : Béton
Hauteur de linteau : 460 mm

Les soumissionnaires pourront collecter toutes les informations nécessaires lors de la visite obligatoire (voir Chapitre 11).

2.2. Contraintes Techniques

- Entrée parking :

Largeur vide entre maçonnerie	ml	4.00
Hauteur, vide passage libre :	ml	2.25
Hauteur place disponible pour l'enroulement :	ml	0.50
Pente de la rampe environ :		17%

- Sortie parking :

Largeur vide entre maçonnerie	ml	3.20
Hauteur, vide passage libre :	ml	2.20
Hauteur place disponible pour l'enroulement :	ml	0.25
Pente de la rampe environ :		17%

Les soumissionnaires pourront collecter toutes les informations nécessaires lors de la visite obligatoire (voir Chapitre 11).

3. DESCRIPTIF DES PRESTATIONS À FOURNIR

3.1. Serrurerie

Remplacement des deux rideaux métalliques à enroulement y compris des mécanismes d'entraînement selon les spécifications suivantes :

- Garantie de 2 ans pour les œuvres mobiles
- Garantie de 5 ans pour les œuvres stationnaires
- Grilles homologuées et spécifiées selon EN 13241-1
- Mécanismes d'entraînement répondant aux normes EN 13241-1 et EN 12453
- Grilles à haute capacité de roulement
- Section d'aération de 70% de la surface des tabliers de porte minimum
- Lames ajourées (type nid d'abeilles)
- Lames finales renforcées
- Caisson d'habillage pour l'axe d'entraînement et les rails de guidage en tôle acier thermolaquée

RFQ 2413-24

- L'offre devra comprendre :
 - Entrée parking :
 - Grille à enroulement en aluminium, type nid d'abeille, à détailler (raccordement à arrêt automatique, etc...)
 - Système de commande / mode opératoire, à détailler (gestion, raccordement, module de signalisation, interrupteur, transmission de signal, etc...)
 - Système d'entraînement, à détailler (type, matériaux, etc...)
 - Rails de guidage
 - Fonctionnement de secours par manœuvre manuelle (débrayage manuel), à chaîne, à manivelle ou autre (actionnement à préciser)
 - Systèmes de sécurité assurant :
 - la sécurité des personnes
 - la protection des points rentrants
 - la sécurité anti-happement
 - la protection contre l'insertion des mains
 - la protection des zones de cisaillement et d'écrasement
 - Résistance et stabilité au vent
 - Sortie parking :
 - Grille à enroulement, à détailler (matériaux, forme, raccordement à arrêt automatique, etc...)
 - Système de commande / mode opératoire, à détailler (gestion, raccordement, module de signalisation, interrupteur, transmission de signal, etc...)
 - Système d'entraînement, à détailler (type, matériaux, etc...)
 - Rails de guidage
 - Fonctionnement de secours par manœuvre manuelle (débrayage manuel)
 - Systèmes de sécurité assurant :
 - la sécurité des personnes
 - la protection des points rentrants
 - la sécurité anti-happement
 - la protection contre l'insertion des mains
 - la protection des zones de cisaillement et d'écrasement
 - Résistance et stabilité au vent
 - Détecteurs / capteurs nécessaires

3.2. Commande et motorisation

- L'offre devra comprendre :
 - Moteurs électriques monophasés (alimentation électrique 230V) pour l'entrée et la sortie commandes incluses
 - Eléments de sécurité des commandes selon les réglementations en vigueur (LSIT – Loi fédérale sur la sécurité d'installations et d'appareils techniques)
 - Parachutes intégrés
- Eléments existants pouvant être repris :
 - Entrée parking :
 - Boîtier interphone mural
 - Lecteur de badge mural
 - Détecteur de boîtier d'accès
 - Ouverture à distance
 - Sortie parking :
 - Boucle intérieure
 - Feu clignotant orange

3.3. Conditions techniques exigées

- Métrés :
L'entreprise est tenue de vérifier les métrés indiqués dans la soumission, les calculs statiques des éléments et assemblages.
L'entrepreneur est tenu de vérifier l'état du chantier avant l'exécution des travaux.
- Conditions statiques :
Les constructions ainsi que leurs éléments de liaison doivent absorber toutes les forces qui agissent sur elles et les transmettre aux éléments porteurs du bâtiment. Les charges du vent doivent être absorbées selon les exigences des normes SIA.
Les déformations éventuelles du corps du bâtiment doivent être prises en compte, surtout au niveau des joints de dilatation.
Tous les éléments de fixation et de dilatation doivent être calculés dans l'offre.
- Feu :
Tous les matériaux sont incombustibles. L'entreprise prendra en compte les règlements locaux. La résistance au feu de la construction métallique sera conforme aux normes en vigueur.
- Étanchéité à l'eau et imperméabilité à l'air :
Les joints extérieurs de la construction et les raccords doivent être étanches à l'eau et à l'air.
Les travaux et matériaux d'étanchéité doivent être inclus dans les prix unitaires.
- Maintenance :
 - La solution proposée offre une facilité de maintenance et une disponibilité des pièces de rechange.
 - Une proposition de contrat de maintenance pourra être présentée par le soumissionnaire à l'issue de la période de garantie.
- Etendue des prestations :
 - o Les dessins d'exécution.
 - o La fourniture des matériaux.
 - o La fabrication et le traitement de surface.
 - o Le démontage des grilles existantes et leur évacuation en déchetterie.
 - o La livraison, le montage et la mise en service des nouvelles grilles.
 - o Tous joints nécessaires et non décrits.
 - o L'enlèvement des protections et le nettoyage des ouvrages à l'achèvement des travaux.
 - o La fourniture et pose de portes provisoires pendant le chantier à l'entrée et à la sortie du parking.
 - o Visserie en acier inox, sauf indication contraire dans le cahier des charges.
 - o Toutes les soudures apparentes seront meulées pour un aspect invisible.
 - o Les travaux de retouches sur chanter après la pose sont compris jusqu'à la réception des travaux.
 - o Prévoir la coordination nécessaire avec l'électricien pour la mise en service et le contrôle d'accès, ainsi que la fourniture des plans et descriptifs techniques des installations. Sont compris les tests de réception et d'intégration.
 - o Les instructions de fonctionnement seront transmises au personnel exploitant.

3.4. Vues des grilles existantes

- Entrée parking :



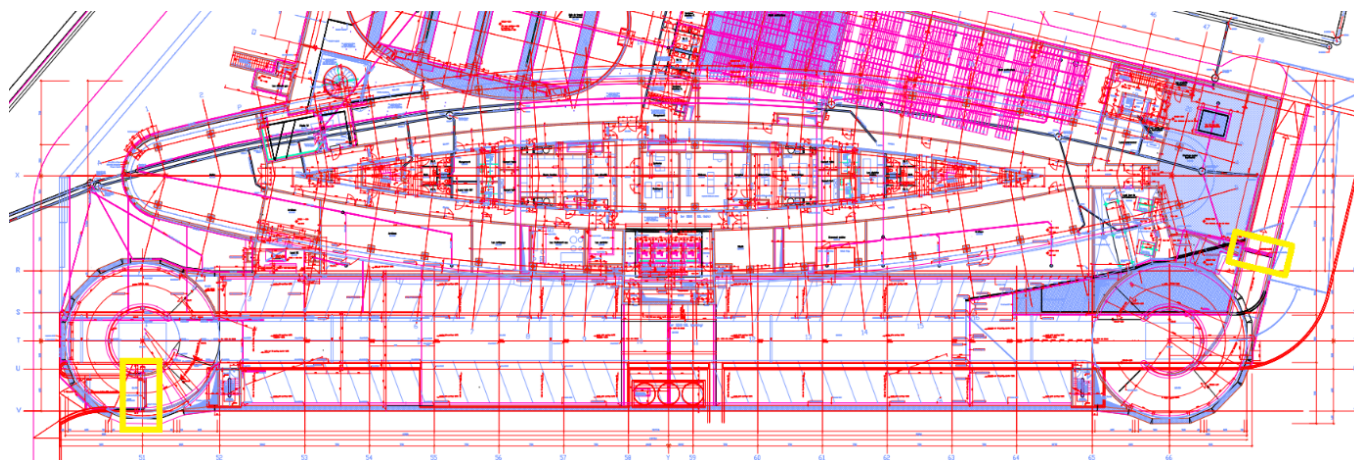
RFQ 2413-24

- Sortie parking :

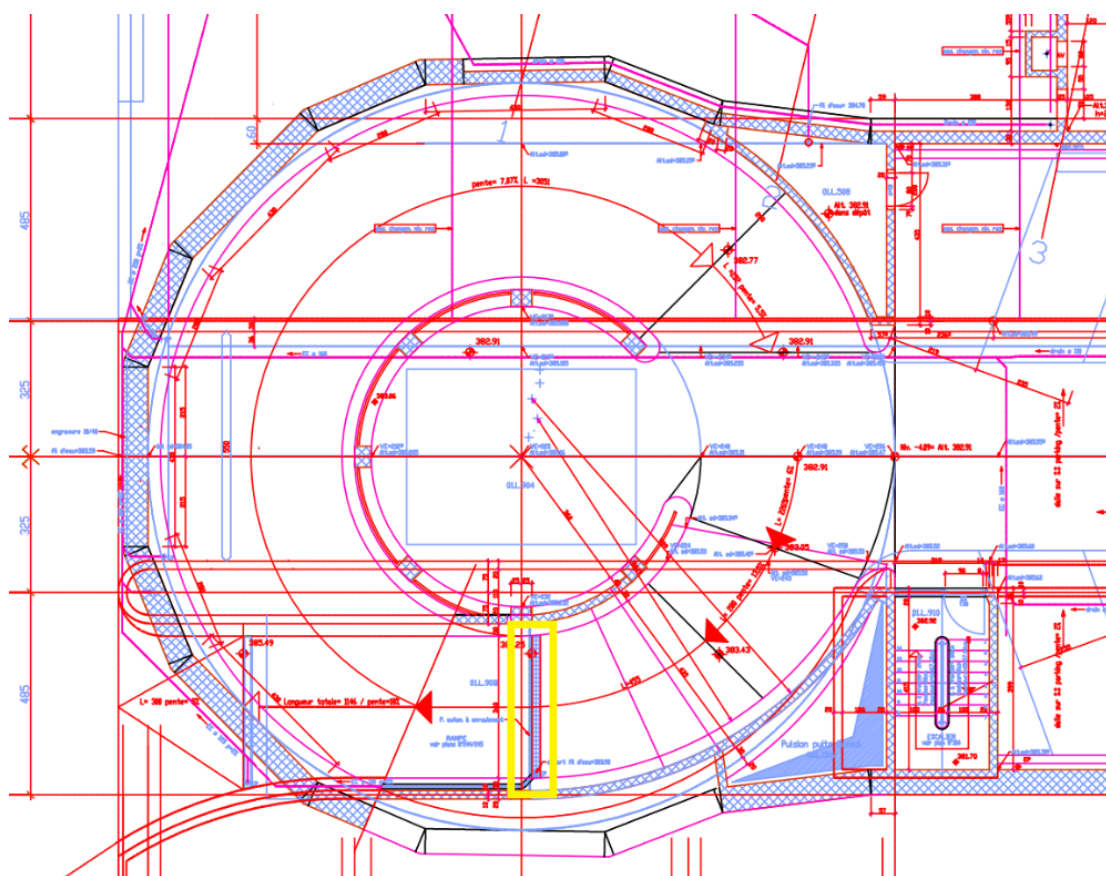


3.5. Plans de situation

- Parking



- Entrée parking



3.6. Délai

Les travaux devront être réalisés dans un délai de trois mois à compter de l'attribution du contrat. Le soumissionnaire devra soumettre dans son offre un planning prévisionnel pour l'installation et la mise en fonctionnement des grilles. Le planning sera précisé avec le soumissionnaire après la confirmation de la commande et l'attribution du marché.

3.7. Etat des lieux

L'adjudicataire reconnaît avoir visité les lieux (voir Chapitre 11) et s'être rendu compte de leurs surfaces, composition, accessibilité, état, niveau, hauteur, voisinage et orientation et difficulté d'accès.

De même, elle déclare connaître la nature des différents ouvrages existants ainsi que les installations et équipements fixes ou mobiles ainsi que, d'une manière générale, tous les éléments constituant le cadre d'exécution des travaux, qu'il s'agisse des locaux dits publics ou des locaux de service ou techniques concernés par ces travaux. Cette reconnaissance générale et sans réserve s'applique à l'état du bâtiment et leur contenu au début du contrat. L'adjudicataire est tenu de vérifier sur site toutes les indications des plans et/ou détails de soumission fournis par l'OMM et de signaler immédiatement leur divergence par rapport aux plans d'exécution ou les erreurs éventuelles à l'OMM.

4. LIMITES DE FOURNITURE

Les soumissionnaires présenteront une offre de prix et de services comprenant l'ensemble des prestations nécessaires pour une réalisation clé en main. Il appartient au soumissionnaire de contrôler l'exactitude des données reçues.

Il ne pourra être réclamé par l'adjudicataire un quelconque dédommagement ou une diminution de responsabilité en se prévalant d'omissions ou de lacunes dans la description des travaux ou des données fournies.

Les soumissionnaires devront se rendre sur le site (voir Chapitre 11 et Annexe 4) afin d'apprécier, sous leur seule responsabilité, la nature et la difficulté des travaux qu'il aura à exécuter.

Le prix fixe correspondra à des ouvrages terminés, tels que définis par le présent descriptif et comprendra en particulier, sans que cette liste soit limitative :

- Tous frais de personnel (hébergement, transport, restauration, etc.),
- Toutes formalités administratives et frais associés, notamment l'exécution des procédures (officielles) d'annonce, d'obtention des autorisations et de contrôle (procès-verbaux de mesurage et de contrôle, justificatif de sécurité) selon l'autorisation d'installation,
- La mise en place des ouvrages, y compris les travaux préparatoires,
- Les travaux de démontage, tri, évacuation et élimination des anciens équipements et des déchets hors de l'OMM selon les règles environnementales du Pays hôte et du Canton de Genève applicables,
- Les frais de transport, de douanes, de stockage et de gardiennage,
- La mise en place de protections pour les personnes et les biens) et enlèvement de celles-ci,
- Les contraintes dues au planning,
- Le nettoyage quotidien des zones de chantier et nettoyage approfondi en fin d'intervention,
- La mise en sécurité du chantier, en particulier mise en place de moyens de lutte contre le feu et de prévention des dangers de l'électricité,
- La protection des composants, depuis leur transport jusqu'à la mise en service, conformément aux règles de sécurité concernant les locaux et/ou les installations concernées,
- Les habillages et les capots de protection des appareils (jusqu'à la mise en service),
- Les études techniques, l'établissement des dossiers d'études et d'exécution et leur actualisation,
- La remise au maître d'ouvrage des renseignements et documents relatifs aux travaux incombant à des tiers et nécessaires à la réalisation de l'installation, pour autant que cela ne soit pas, ou ne puisse pas être du ressort du planificateur de l'exécution,
- La détermination des équipements et des interfaces techniques pour la commande des installations.
- Les documentations et certificats des produits utilisés pour les obturations coupe-feu

5. QUALIFICATIONS

5.1. Qualifications du soumissionnaire

- Le soumissionnaire doit être une entité spécialisée dans le domaine des prestations décrites dans ce cahier des charges.
- Il fournira un extrait (en cours de validité) de son enregistrement au registre du commerce.
- Il devra présenter une copie des certificats d'assurances (en cours de validité) pour ses domaines d'activité.
- Il devra présenter trois (3) références de prestations similaires, exécutées entre 2017 et décembre 2022. Une fiche descriptive de chacune de ces références doit être jointe au dossier de soumission incluant à minima la description des prestations réalisées, la durée, les coordonnées des personnes de contact du client.
- Il devra justifier d'une ancienneté de trois (3) ans minimum dans la réalisation de travaux similaires à ceux décrits dans ce cahier des charges.
- Les responsables d'affaire proposés pour le contrat sont francophones et ont des connaissances de la langue anglaise (Faire apparaître dans le CV).

5.2. Qualifications du personnel

- Une personne habilitée par l'entreprise adjudicataire et salarié de l'adjudicataire, ayant le niveau de compétence et de responsabilité requis, francophone sera le contact principal pour gérer ce contrat. Il / elle devra être l'unique interlocuteur face aux représentants de l'OMM et devra assister aux rendez-vous et aux séances de coordination auxquels il / elle aura été convoqué / e.
- Suite à des manquements, l'OMM se réserve le droit de solliciter son remplacement en cas de doute sur ses compétences ou son implication dans le projet.
- Sous la supervision de l'OMM cette personne de contact principal doit assister aux rendez-vous et aux séances de coordination auxquels il / elle aura été convoqué/e, doit diriger le contrat de maintenance et s'assurer en particulier :
 - de la qualité des prestations fournies,
 - de l'adéquation des ressources affectées avec la charge de travail,
 - du respect du planning,
 - du suivi administratif et commercial,
 - de la coordination des travaux entre tous les corps de métiers,
 - de la garantie des meilleures performances qualitatives.
- Une absence à un rendez-vous, un manque de coordination dans les travaux ou un non-respect du planning défini pourront entraîner :
 - La demande du remplacement de la personne de contact principal,
 - L'application des pénalités de retard telles que définies à l'article 10,
 - La réalisation des travaux par un adjudicataire tiers à la charge financière de l'adjudicataire.
-
- Le soumissionnaire doit fournir un organigramme pour faire état de son effectif conséquent et veillera à remettre, à tout moment, le nombre de personnes nécessaires à l'exécution des travaux, des personnes spécialisées dans la réalisation de travaux similaires à ceux décrits dans ce cahier des charges

5.3. Qualifications des sous-traitants

- Dans les cas éventuels de travaux de sous-traitance, l'adjudicataire assure l'entière responsabilité des travaux découlant des travaux à réaliser et reste entièrement responsable de l'exécution de ses obligations, ainsi que pour tout dommage éventuel ou violation de ses obligations du fait des entreprises sous-traitantes.

RFQ 2413-24

- L'emploi de sous-traitants ne peut être autorisé qu'avec l'accord formel de l'OMM. Les règles définies dans le cahier des charges s'appliquent également aux sous-traitants. Il est demandé au soumissionnaire de remettre avec son offre la liste de ses sous-traitants éventuels proposés pour la réalisation des travaux demandés en remplissant le tableau ci-dessous.
- Les sous-traitants du soumissionnaire devront pouvoir justifier des mêmes qualifications et des références équivalentes à celles du soumissionnaire et fournir les documents tels que demandés. La déclaration d'emploi de sous-traitants devra être faite selon le tableau ci-dessous.

En cas d'emploi de sous-traitant(s), le soumissionnaire doit les déclarer et remplir le tableau ci-après :

Entreprise(s) sous-traitante(s)	Sous-traitant 1	Sous-traitant 2	Sous-traitant 3
Nom ou raison sociale
Prestations fournies
Valeur des prestations en % du montant total des prestations

6. RECEPTION DES TRAVAUX

La réception des travaux sera effectuée après la remise en service satisfaisante de l'ensemble des installations et après réception du rapport d'intervention.

Le dossier d'exploitation contient les documents suivants en langue française :

- Le dossier d'études complet,
- Les documents d'exécution, incluant les schémas électriques (incluant schémas de câblage, plans de bornier et carnet de câbles),
- Les notices de maintenance,
- Les valeurs des différents réglages,
- Les fiches techniques du matériel fourni.

Tout document manquant empêchera d'effectuer la réception.

D'autre part, les installations devront faire l'objet d'une inspection commune adjudicataire / OMM avant la réception. Les réserves exprimées par l'OMM devront être levées par l'adjudicataire avant réception. Une vigilance toute particulière sera également apportée au repérage des équipements, à l'état de propreté du chantier, à la qualité des travaux de finition.

7. GARANTIE

La garantie sur le matériel fourni et installé est de vingt-quatre (24) mois à partir de la réception. Elle couvre tous les frais en particulier sur le matériel, le personnel et les déplacements.

8. NORMES ET STANDARDS

Les travaux seront réalisés conformément :

- aux prescriptions du présent cahier des charges ;
- aux normes et réglementations cantonales et fédérales en vigueur ;
- aux normes SIA
- aux standards d'installations électriques de l'OMM.

RFQ 2413-24

En cas de conflit entre ces documents, l'exigence la plus élevée sera prise en compte.

9. INDICATEURS DE PERFORMANCE

L'adjudicataire du contrat devra se conformer aux exigences telles que décrites dans le présent cahier des charges et sa performance sera évaluée tout au long du contrat. En outre, les indicateurs de performance listés ci-dessous feront l'objet d'un suivi régulier avec l'adjudicataire selon le tableau ci-après :

	Indicateurs de performance	Mesure	Outil de gestion/suivi
1	Respect du planning d'intervention	Les travaux doivent respecter le planning établi dans le Contrat.	<ul style="list-style-type: none">- Application des pénalités de retard telles que définies dans l'article 10 ci-dessous.- Bilan d'évaluation
2	État de propreté après l'intervention : l'ensemble des locaux et accès doivent être laissés dans un état de propreté impeccable.	Un nettoyage complet des zones d'intervention doit être effectué.	Inspection des zones de travail par le responsable OMM désigné après chaque phase de revêtement.
3	Mise en sécurité des chantiers lors des travaux (balisage de sécurité, balisage dans les zones de circulation).	Le balisage de sécurité est installé lorsque nécessaire.	Tournée d'inspection sans préavis.
4	Conformité du travail et des matériaux dans la réalisation des travaux	Respect des normes en fonction des niveaux de protection demandées	Contrôle du cabinet conseil et relevé des non-conformités
5	Usage de matériaux conformes aux exigences en matière	Respect des normes et standards	Contrôle en fin de chantier, des matériaux installée

CHAPITRE II

PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES ET ASPECTS COMMERCIAUX

10. NON-PERFORMANCE ET PENALITES DE RETARD

10.1. *Non-performance*

Une réserve non levée ou une performance non atteinte empêchera d'effectuer la réception des travaux.

À partir de la date où la non-obtention d'une performance ou le non-respect d'une spécification a été constaté, l'adjudicataire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour y remédier. Au-delà de cette date, l'OMM pourra mandater une adjudicataire tierce pour réaliser la mise en conformité, auquel cas les frais engagés par l'OMM seront à la charge de l'adjudicataire.

10.2. Pénalités de retard

En cas de retard dans l'exécution des travaux et du non-respect des délais contractuels précisés lors de la passation du marché qui entraînerait des contraintes fortes en termes d'organisation et de pertes financières, des dommages et intérêts seront appliqués : une somme équivalant à 0.5% de la valeur du contrat, ou de la portion en retard de celui-ci, pour chaque jour calendaire de retard, jusqu'à la livraison finale, dans la limite maximale de 10.00% de la valeur totale du contrat, ou de la portion en retard de celui-ci, et ce sans préjudice de toutes les autres voies de recours à sa disposition.

Un délai de grâce d'une durée maximale de quinze (15) jours calendaires pourra être accordé. Néanmoins, si la livraison reste incomplète à l'issue du délai de grâce, les dommages-intérêts s'appliqueront à compter du jour suivant la date fixée dans le contrat. Le montant est réputé être une estimation raisonnable du préjudice subi par l'OMM, sans que l'OMM ait l'obligation de prouver les dommages réels et non pas comme une sanction contre le contractant.

10.3. Situations et contraintes particulières

Dans le cas où des travaux ou interventions devraient être réalisés dans des conditions de crise sanitaire nécessitant la mise en place de mesures de protection particulières, y compris organisationnelles, il sera à la charge du soumissionnaire d'en assurer les coûts induits.

11. VISITE OBLIGATOIRE

Une visite obligatoire (sur site), pour tous les soumissionnaires, organisée par l'OMM, aura lieu dans son bâtiment le **11 juin 2024 à 14h00**, heure de Genève.

Pour participer à cette visite, veuillez compléter et retourner la lettre de confirmation (Annexe 4), en le retournant à l'adresse : procurement@wmo.int pour **07 juin 2024 à 15h00** au plus tard, heure de Genève.

L'absence à cette visite entraînera la disqualification de l'offre. Seules les entreprises qui se sont présentées à la visite du 28 novembre 2023 à 11h00 à l'OMM, dans le cadre de l'appel d'offres RFQ 2337-23, sont exemptées de cette visite obligatoire.

12. PROCESSUS D'EVALUATION

Le processus d'évaluation se compose d'une évaluation technique et d'une évaluation commerciale. Les évaluations technique et commerciale seront réalisées sur la base des critères énoncés dans le présent appel d'offres. Seules les offres qui remplissent tous les critères d'évaluation obligatoires (Annexe 2) seront évaluées commercialement (analyse des prix).

Le marché sera attribué au soumissionnaire qualifié dont l'offre satisfait pour l'essentiel aux conditions énoncées dans le cahier des charges et est jugée la moins couteuse pour l'OMM.

13. CRITERES D'EVALUATION TECHNIQUE OBLIGATOIRES

Les soumissions seront évaluées selon les critères d'évaluation technique obligatoires tels que détaillés en Annexe 2. Les soumissionnaires doivent aussi s'assurer d'avoir fourni toutes les informations demandées.

14. SOUMISSION DES PRIX

- Tout offre devra être soumise selon le formulaire de soumission des prix (Annexe 3)
- Veuillez spécifier la devise de votre offre.
- Les prix seront fixes.
- Seule seront considérées les offres complètes (toutes les positions chiffrées).
- Aucune modification de prix ni aucun coût additionnel ne pourra être accepté après la remise des offres.
- Les Nations Unies sont exemptées de taxes. Les prix soumis doivent être Hors Taxes.
- En signant les documents d'appel d'offres, le soumissionnaire accepte les conditions générales de l'OMM (Annexe 5)

15. DOSSIER DE SOUMISSION

Outre les documents et / ou informations listées, le soumissionnaire pourra joindre à son offre toute pièce qu'il jugera utile ou nécessaire de porter à la connaissance de l'OMM.

Note importante :

L'OMM se réserve le droit de rejeter toute offre incomplète qui ne répondrait pas aux conditions obligatoires.

CHAPITRE III

REGLES D'ACCES ET SECURITE

16. CONSIGNES PARTICULIERES

Le personnel des entreprises devant accéder le bâtiment de l'OMM devra présenter, pour permettre l'établissement de l'autorisation d'accès :

- Une pièce d'identité en cours de validité,
- Un extrait de casier judiciaire (pour un accès d'une durée supérieure à un (1) mois).

Seuls les véhicules d'entreprise peuvent recevoir l'autorisation de se garer à l'intérieur de l'enceinte de Pour les voitures particulières, une autorisation de parcage pourra être délivrée journallement sous réserve des places disponibles.

Les livraisons devront être annoncées par email aux personnes désignées lors de l'attribution du marché.

Les livraisons devront être annoncées **au minimum 24 heures à l'avance**

Les informations renseignées dans l'email seront les suivantes :

- Nom de la société,
- Type et immatriculation du véhicule de livraison,
- Heure de livraison.

L'OMM reçoit régulièrement des personnes de prestige. Dans ce cas, la livraison de matériel peut être interdite. Dans cette situation, les entreprises seront informées préalablement.

Le stationnement des véhicules sur des emplacements non autorisés (places réservées, trottoirs, pelouses, etc.) est passible de sanction (ex : mise en fourrière aux frais de l'adjudicataire).

Le personnel de chantier sera autorisé à utiliser les sanitaires de l'OMM sous réserve que la propreté des lieux soit respectée.

Le personnel de chantier sera autorisé à utiliser la cafeteria du personnel de l'OMM, sous réserve d'y accéder avec des vêtements propres.

17. CONTRAINTES ET OBLIGATIONS

Le soumissionnaire doit contrôler l'exactitude des données reçues et signaler au plus tôt, les éventuels changements ou rajouts proposés. Au-delà de la remise des offres, le cahier des charges est réputé non interprétable. De ce fait, l'adjudicataire ne pourra pas réclamer un quelconque dédommagement ou une diminution de responsabilité en se prévalant d'omission ou de lacunes dans la description des travaux ou des données fournies.

Les employés de la société adjudicataire devront respecter les règles de discrétion et porter des vêtements propres avec le logo de leur société.

L'utilisation des ascenseurs et monte-charges pour le transport du matériel et de l'outillage ne sera possible qu'après accord de l'OMM. Le sol et les parois devront être protégés afin d'éviter tout risque de dégradation.

L'adjudicataire prendra un soin particulier au nettoyage du chantier et prendra toutes les dispositions pour éviter tout désagrément pour le personnel travaillant à proximité du chantier (salissures, bruit, etc.).

L'adjudicataire mettra tout en œuvre pour éviter de détériorer les biens de l'OMM ou de salir les surfaces (mise en place de protections, port de gants). Il sera procédé, à la demande d'une des deux parties, à un état des lieux commun avant le début des travaux et lors de la réception provisoire des travaux. Toutes les dégradations et salissures constatées seront corrigées au frais de l'adjudicataire.

L'entreposage de machines et de matériaux ne se fera qu'après l'accord de l'OMM des emplacements désignés.

L'adjudicataire utilisera un outillage et un appareillage durables, silencieux, performants et parfaitement adéquats à la nature des travaux à sa charge, et privilégiera des matériaux recyclables, biodégradables, non-dangereux et non-toxiques lorsqu'ils existent et sont disponibles. L'adjudicataire démontrera, le cas échéant, l'usage de produits manufacturés ayant une durée de vie allongée, soit par les labels

RFQ 2413-24

écologiques des produits, soit par une certification de norme de type ISO, SNV, EN portant sur la réduction des consommations électriques et l'écoconception, ainsi que sur l'analyse du cycle de vie des produits.

L'adjudicataire a à sa charge la coordination de ses travaux avec ceux des autres entreprises.

L'adjudicataire est tenu de demander lui-même les instructions écrites ou verbales qui lui seraient nécessaires. Il ne pourra pas se prévaloir d'un manque quelconque de renseignements pour légitimer un retard ou une exécution contraire aux instructions du Maître d'œuvre.

L'OMM se réserve le droit de refuser l'engagement ou le maintien de l'engagement de toute personne employée par l'adjudicataire ou ses sous-traitants en cas d'insubordination, de manque de qualifications notamment vis-à-vis des règles, méthodes et équipement en lien avec les obligations relatives à la santé et la sécurité au travail et de protection de l'environnement de manque de probité ou tout autre motif sérieux affectant ou risquant d'affecter la qualité des prestations de l'adjudicataire.

L'adjudicataire est responsable des conséquences dommageables des vols qui pourraient être commis par ses préposés, employés, agents, mandataires ou sous-traitants à l'intérieur du bâtiment de l'OMM, de même qu'elle est responsable des vols et disparitions survenant dans les locaux fermant à clé mis à sa disposition par l'OMM.

Le cas échéant, l'adjudicataire remettra en temps utile le plan de pose avec indication des différents encombrements des ouvertures prévues pour le passage de ces ouvrages.

L'adjudicataire est responsable du réglage de tous les éléments de protection et de la commande de sa fourniture. Si des prestations sont à effectuer par un sous-traitant de l'adjudicataire, il fournira toutes les instructions nécessaires à la bonne exécution des prestations de son sous-traitant.

18. PRESCRIPTION EN MATIERE DE GESTIONS DES DECHETS DE CONSTRUCTION ET DE DEMOLITION

Conformément aux directives cantonales et fédérales du pays hôte en matière de protection de l'environnement, l'adjudicataire sera responsable de la gestion des déchets de chantier.

18.1. *Respect des lois et réglementations environnementales*

Le soumissionnaire devra impérativement respecter les exigences environnementales légales applicables, et en particulier :

- Législation fédérale LPE :
 - Loi fédérale sur la protection de l'environnement du 7.10.1983 OLED ;
 - Ordonnance sur la limitation et l'élimination des déchets du 4.12.2015 OMd ;
 - Ordonnance sur les mouvements de déchets du 22.6.2005 OPair ;
 - Ordonnance sur la protection de l'air du 16.12.1985 LMod ;
 - Ordonnance du DETEC concernant les listes pour les mouvements de déchets du 18.10.2005.
- Législation cantonale LGD :
 - Loi sur la gestion des déchets du 20.5.1999 ;
 - RGD : règlement d'application de la loi sur la gestion des déchets du 28.7.1999.
- Recommandation SIA « Gestion des déchets de chantier », norme 430 de la Société suisse des Ingénieurs et des Architectes (SIA)

18.2. *Gestion opérationnelle des déchets*

Tout feu de déchets en plein air ou dans des installations inappropriées est interdit. L'enfouissement des déchets sur le lieu de chantier est interdit.

En accord avec la politique de réduction, réutilisation, recyclage, l'OMM se réserve le droit de réutiliser certains matériaux produits dans le cadre des travaux.

L'adjudicataire devra :

- Utiliser des produits et des méthodes de démolition respectueux de l'environnement, présentant une aptitude maximale à la valorisation matière ;

RFQ 2413-24

- Intégrer les exigences de la gestion des déchets de chantier dans la conception du chantier ;
- Etablir un règlement de chantier relatif à la gestion des déchets et organiser des séances de sensibilisation auprès de son personnel ;
- Trier les déchets à la source, séparer les éléments en présence dans le cas d'un déchet mélangé (ex : carton avec plastique, béton avec fer, etc.) ;
- Réaliser le tri des déchets sur le site des travaux, sauf par manque de place ou si le volume de déchets prévu pour tout le chantier est inférieur à 40 m³ ;
- Mettre en place l'infrastructure de collecte et de tri nécessaire à la gestion des déchets, et vérifier que d'éventuels sous-traitants se conforment aux exigences légales ;
- Déposer les déchets dans la benne correspondante en évitant de les jeter en vrac (afin d'optimiser le volume de la benne) ;

Si l'adjudicataire installe sa propre déchetterie sur chantier, il devra veiller à ce que la déchetterie soit conforme, en bon état, et munie d'une signalétique adaptée qui permette d'identifier clairement les catégories de déchets.

Si l'adjudicataire reprend les déchets, il devra :

- Acheminer les déchets directement du chantier vers une installation d'élimination des déchets munie d'une autorisation d'exploiter en bonne et due forme ;
- Garder les justificatifs d'élimination des déchets jusqu'à la fin du chantier et les transmettre à l'OMM.

18.3. Audit environnemental de l'adjudicataire et reporting

L'OMM se réserve le droit d'auditer le prestataire sur ses pratiques environnementales, ainsi que ses éventuels sous-traitants responsables du traitement de ses déchets. Le soumissionnaire s'engage à faciliter le travail des auditeurs lors de ce processus et à collaborer de manière pleinement transparente. L'adjudicataire devra remettre à l'OMM un reporting environnemental annuel contenant :

- Les types, quantités et destination des déchets éliminés ;
- Les non-conformités réglementaires éventuelles (telles que refus d'acceptation des déchets par l'exploitant de l'installation d'élimination, amendes ou mises en demeure pour cause environnementale, etc.) ;
- Les actions de sensibilisation environnementales menées auprès de son personnel.

19. SECURITE DU CHANTIER

L'adjudicataire prendra toutes les mesures de protection et de sécurité prescrites par les lois et les règlements cantonaux et fédéraux suisses en vigueur, pour lui, ses ouvriers, ses sous-traitants, les tiers et les ouvrages. Il répond de tous dommages causés à des tiers.

Les accidents quelconques qui pourraient être occasionnés aux personnes, par le fait de l'exécution des travaux, seront entièrement supportés par l'adjudicataire sans recours possible contre l'OMM.

L'adjudicataire est le seul responsable, à la décharge de l'OMM, des mesures à prendre pour assurer dans l'exécution des travaux la sécurité des personnes et des choses, en particulier :

- La prévention des risques dû à l'électricité,
- La stabilité de l'ouvrage,
- La stabilité des échafaudages, des échelles, des escabeaux et des engins de levage,
- La prévention des accidents,
- La prévention de tous dommages à des tiers,
- L'affichage sur le chantier des numéros d'appel d'urgence,
- La gestion des déchets résultant des interventions et devant être correctement triés et éliminés

L'adjudicataire s'assure que ses employés et sous-traitants portent les équipements de protection individuelle adéquats pour les tâches à réaliser.

L'adjudicataire assure la mise en place des moyens de prévention et de lutte contre le feu. Ceux-ci seront définis avec l'OMM, en particulier avec le Service de la sécurité et de la sûreté.

En cas de création de point chaud ou de risque de dégagement de fumée, un permis de feu est à demander à la personne de contact principal.

Les copies des permis de feu seront affichées sur les locaux concernés et la désactivation des détecteurs incendie sera assurée par le Service de la sécurité et de la sûreté en fonction des permis feu délivrés.

Le Service de la sécurité et de la sûreté devra être informé de la fin d'exécution des travaux ou de la fin de chaque journée de travail pour la remise en fonction des détecteurs.

L'OMM se réserve le droit, en cas de nécessité, de demander l'avis du Département de l'Urbanisme (DU) du canton de Genève sur les règles de sécurité spécifiques à mettre en œuvre.

L'entreprise s'engage à suivre à ses frais l'avis du représentant du DU.

L'adjudicataire devra en outre observer les consignes de sécurité du site qui lui seront communiquées.

Les frais occasionnés par les conséquences d'une détection incendie faisant suite au non-respect de la présente procédure (exemple : intervention des pompiers) seront déduits du montant des prestations de l'adjudicataire.

CHAPITRE IV

CONSIDERATIONS DE DEVELOPPEMENT DURABLE

L'OMM donne une importance capitale aux Objectifs de Développement Durable (Sustainable Development Goals - SDGs) et joue un rôle important dans la promotion de ces 17 appels à l'action urgents et interdépendants adressés à tous les pays dans le cadre d'un partenariat mondial visant à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU.

L'OMM s'est engagée à prendre en compte les questions de développement durable dans toutes les activités liées à la passation de marchés ainsi que dans les contrats nouveaux et en cours, et à promouvoir des pratiques commerciales durables. À cette fin, le fournisseur est tenu de se conformer aux exigences suivantes :

- a- Disposer d'une politique environnementale d'entreprise
- b- Démontrer son engagement à soutenir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans le cadre de ses activités, comme :
 - Les plans/activités actuels ou futurs de l'organisation concernant la diversité des sexes dans le processus de recrutement
 - Garantir l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes
 - Possibilités d'autonomisation et de promotion interne pour les femmes
 - Prévention de l'exploitation sexuelle, des abus, de la violence, du harcèlement et de toute forme de discrimination au travail
 - Politiques de congé parental rémunéré pour les hommes et les femmes
 - Formation à la sécurité professionnelle et accès à des moyens de protection égaux pour tous les membres du personnel sans discrimination
 - Inclure au moins une femme dans l'équipe de service parmi son personnel clé
- c- Disposer d'une politique interne concernant la durabilité et le suivi de leurs chaînes d'approvisionnement.